



Mersuay, le 19 octobre 2026

Mesdames, Messieurs,

C'est avec une profonde gravité, une grande tristesse et une vive indignation que je m'adresse à vous à la suite des événements qui ont marqué la journée de manifestations de ce samedi 17 octobre.

Ce que nous avons vécu, ce que nous avons vu, ce que certains d'entre nous ont subi, dépasse désormais très largement le cadre de toute revendication, de toute contestation et de tout désaccord politique.

Car si manifester est un droit fondamental, si exprimer une colère, défendre des convictions et interpellier les pouvoirs publics appartiennent pleinement à notre démocratie, aucune

revendication ne saurait justifier la violence, la destruction ou la négation des droits d'autrui

Les exactions commises, les actes de vandalisme, les dégradations, les incendies, les vols et les pillages de commerces et d'entreprises, les violences exercées contre des personnes, ainsi que les incendies visant des mairies et des bâtiments publics, constituent des actes d'une extrême gravité.

Derrière ces actes, il y a des femmes et des hommes meurtris, des commerçants et des entrepreneurs dont le travail et parfois l'œuvre de toute une vie sont menacés, des agents publics confrontés à des situations éprouvantes, des familles inquiètes, des habitants qui ne comprennent plus comment une journée de mobilisation peut se transformer en un tel déchaînement de violence.

À toutes celles et à tous ceux qui ont été directement touchés, je veux exprimer, au nom de la municipalité, notre solidarité et notre soutien.

Nous ne pouvons ni banaliser ces faits, ni nous y résigner, ni accepter que la violence devienne une réponse ordinaire aux difficultés de notre société.

Mes chers concitoyens,

Au-delà des dégâts matériels, au-delà des bâtiments détruits et des commerces saccagés, c'est quelque chose de beaucoup plus profond qui est atteint.

Ce sont nos repères communs, nos valeurs fondamentales, notre capacité à vivre ensemble dans le respect de chacun.

C'est notre cohésion sociale qui est fragilisée.

C'est la confiance entre les citoyens qui est mise à l'épreuve.

Et c'est, au fond, notre pacte républicain qui est menacé.

Une mairie incendiée n'est pas simplement un bâtiment qui brûle. Une mairie, c'est la maison commune de tous les citoyens. C'est le lieu où s'exerce la démocratie de proximité, où se concrétisent les droits, où se construisent les solidarités, où se trouvent les services publics qui accompagnent chacun, sans distinction d'opinion, d'origine ou de condition.

S'en prendre à une mairie, à une école, à un équipement public, à un commerce ou à une

entreprise, ce n'est pas seulement détruire des murs, des biens ou des outils de travail. C'est porter atteinte à ce qui nous relie les uns aux autres, à ce que nous avons construit collectivement et à ce que nous devons transmettre aux générations futures.

«La République ne peut pas être le terrain de toutes les colères, et la démocratie ne peut pas devenir la victime de ceux qui prétendent s'exprimer en son nom.

Car la démocratie suppose des droits, mais aussi des devoirs. Elle garantit la liberté d'expression et le droit de manifester, mais elle repose également sur le respect de la loi, la protection des personnes et des biens, et le refus de la violence comme moyen d'action.

L'État de droit n'est pas une option. Il n'est pas une règle que l'on respecte lorsque cela nous arrange et que l'on rejette lorsqu'elle nous contrarie. Il constitue le socle de nos libertés et la garantie que nul ne peut imposer sa volonté par la force.

Lorsque la violence se substitue au débat, lorsque l'intimidation remplace l'argumentation, lorsque la destruction prétend tenir lieu de réponse, c'est la démocratie elle-même qui recule.

Et cela, quelles que soient les convictions de chacun, quelles que soient les raisons de sa colère, quelles que soient les responsabilités politiques que l'on souhaite débattre ou mettre en cause, cela n'est pas acceptable.

Je veux le dire avec force : ce refus de la violence ne doit pas nous conduire à nier les difficultés de notre pays, les inquiétudes de nos concitoyens, les injustices ressenties ou les attentes légitimes qui peuvent s'exprimer dans la rue.

Une démocratie vivante doit savoir entendre les colères, écouter les revendications, reconnaître les difficultés et apporter des réponses.

Mais entendre une colère ne signifie pas accepter qu'elle se transforme en haine. Comprendre une revendication ne signifie pas cautionner des actes de destruction. Rechercher des solutions ne signifie jamais renoncer aux principes qui nous permettent de vivre ensemble.

Aucune cause ne grandit lorsqu'elle s'accompagne de violences contre des innocents. Aucune revendication ne gagne en légitimité lorsqu'elle détruit le bien commun.

En cet instant, je refuse que notre pays s'enferme dans une spirale de provocations, de surenchères, de divisions et de règlements de comptes politiques.

Le moment n'est pas à l'instrumentalisation des événements, ni à l'accusation systématique, ni à la désignation de boucs émissaires. Il est à la lucidité, à la responsabilité et à la recherche de ce qui peut encore nous rassembler.

La gravité des faits nous oblige à dépasser les postures et les intérêts particuliers.

Face à de telles violences, la République doit être ferme. La loi doit être appliquée. Les auteurs des infractions doivent répondre de leurs actes dans le respect des procédures judiciaires et des droits de chacun. Les personnes victimes de ces violences doivent être protégées, accompagnées et soutenues.

Mais la fermeté doit aussi s'accompagner de sang-froid, de discernement et d'une volonté constante de préserver la paix civile.

Car notre responsabilité collective est immense : nous devons empêcher que la violence ne s'installe, que la haine ne se banalise et que la défiance ne finisse par détruire tout ce qui rend encore possible une vie commune.

Nous devons aussi nous interroger, chacun à notre place, sur ce que nous voulons pour notre pays, pour nos communes et pour nos enfants.

Voulons-nous d'une société dans laquelle les désaccords se règlent par la force, dans laquelle les bâtiments publics deviennent des cibles, dans laquelle des travailleurs voient leur activité détruite et dans laquelle des citoyens ont peur de sortir de chez eux ?

Ou voulons-nous rester fidèles à l'idéal républicain, à cette conviction exigeante selon laquelle nos différences ne doivent jamais nous empêcher de nous reconnaître comme membres d'une même communauté de destin ?

Pour ma part, comme maire, je fais le choix de la République, de la responsabilité et du rassemblement.

Je fais le choix d'une République qui protège, qui écoute, qui agit, mais qui ne cède jamais à la violence.

Je fais le choix d'une démocratie dans laquelle chacun peut exprimer ses opinions, mais où nul ne peut prétendre que sa liberté l'autorise à détruire celle des autres.

Je fais le choix d'une commune où les désaccords peuvent être exprimés, où les difficultés peuvent être débattues et où les solutions se construisent dans le dialogue, le respect et l'engagement collectif.

Ce choix, je vous invite toutes et tous à le partager.

Il nous appartient de reconstruire ce qui a été détruit, de soutenir ceux qui ont été frappés, de retisser les liens qui ont été abîmés et de redonner confiance à celles et ceux qui doutent aujourd'hui.

Il nous appartient également de rappeler, avec constance et sans faiblesse, que la liberté ne se confond pas avec l'impunité, que la colère ne justifie pas tout et que la solidarité ne peut se construire sur la haine.

Sauvons la République par un sursaut de conscience, par un sursaut de responsabilité et par un sursaut de fraternité.

Ne laissons pas la violence devenir notre horizon.

Ne laissons pas la haine dicter nos relations.

Ne laissons pas les divisions l'emporter sur ce qui nous unit.

La République n'appartient ni à un parti, ni à un courant politique, ni à une catégorie de citoyens. Elle est notre bien commun. Elle est le cadre de nos libertés, la garantie de nos droits et le fondement de notre vie collective.

Elle ne survivra pas seulement par les discours ou par les institutions. Elle vivra par nos actes, par notre capacité à respecter les autres, par notre refus de détourner le regard devant l'inacceptable et par notre volonté de faire prévaloir le dialogue sur la confrontation.

L'heure est donc à un véritable réveil des consciences.

Un réveil qui nous rappelle que nous pouvons être en désaccord sans devenir des ennemis, que nous pouvons contester sans détruire, que nous pouvons exiger des changements sans renoncer

à nos principes fondamentaux.

C'est à cette exigence que je veux appeler chacun d'entre vous.

En tant que maire, je continuerai à défendre notre commune, à protéger ses habitants, à soutenir les victimes et à faire vivre les valeurs républicaines qui fondent notre engagement au service de tous.

Parce qu'au-delà de nos différences, nous partageons une même responsabilité : celle de préserver notre démocratie, notre cohésion sociale et notre avenir commun.

Face au déchaînement de la violence, opposons la force du droit.

Face à la haine, opposons la fraternité.

Face aux divisions, opposons le rassemblement.

Et face à ceux qui détruisent, réaffirmons notre volonté de construire

Vive notre commune.

Vive la République.

Et vive la France.